INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 6 juillet 2022**

* Les marchés actions européens ont rebondi après le coup de grisou d’hier. L’indice CAC 40 a progressé de 2,03% à 5 912,38 points tandis que l’EuroStoxx50 a gagné 1,84% à 3 421,34 points. Wall Street, qui s’était déjà redressé hier en seconde partie de séance, recule. Le Dow Jones perd 0,19% vers 17h30.
* Les principales données économiques du jour ont confirmé le ralentissement de l'économie américaine, même si celui-ci s'est avéré moins prononcé que prévu.
* L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour le secteur des services est tombé à 52,7 en juin aux Etats-Unis contre 53,4 en mai et un consensus de 51,6, selon S&P Global. Au-dessus de 50, cet indicateur signale une croissance de l'activité et plus son niveau est élevé, plus l'expansion est forte. Sous 50, le secteur se contracte.
* L'indice PMI Composite, qui intègre les services et le secteur manufacturier est, lui, passé de 53,6 à 52,3 entre juin et mai alors que marché anticipait 51,2.
* Si l'activité en juin était moins dégradée que prévu, la baisse des nouvelles commandes pour la première fois depuis deux ans signale des prochains mois plus difficiles. Cette sous-composante est particulièrement surveillée car elle est considérée comme un bon indicateur avancé de l'activité.
* L'indice des directeurs d'achat du secteur non-manufacturier est pour sa part ressorti à 55,3 en juin après 55,9 en mai, a indiqué l'Institute for Supply Management. Il était attendu à 54,3.
* Les inquiétudes à propos de la récession ont donc continué de réverbérer à travers les marchés des matières premières. Les cours du pétrole continuent ainsi leur chute, avec un baril de WTI en baisse de plus de 3% à un peu moins de 96 dollars. Le cours du cuivre, très corrélé à l'activité économique, recule de près de 2%.
* Le repli des cours des produits de base s'est traduit par une baisse des valeurs leur étant liées : Vallourec, TotalEnergies, Eramet...
* Autre conséquence des anticipations de récession - mais aussi de la baisse des prix de l'or noir - les taux longs ont continué de se détendre en Europe. Le rendement du 10 ans allemand, qui sert de référence sur le Vieux Continent, perd 3 points de base à 1,155%.
* L'or poursuit sa glissade. L'once livrable en août cède 0,2% à 1 760 dollars, soit son plus bas niveau depuis le début de l'année. Le métal jaune est pénalisé, comme d'autres matières premières, par la hausse du dollar qui rend l'achat d'or moins attractif pour les investisseurs munis de devises étrangères. Le billet vert gagne 0,6%, l'euro s'échangeant désormais à 1,0199 dollar. Le dollar est au plus haut depuis 20 ans face à la monnaie unique.
* Déjà nettement affaiblie contre le dollar, mardi, la devise européenne perd encore 0,82% à 1,0183 dollar. L'euro perd du terrain car les cambistes craignent une crise du gaz, qui ferait basculer la zone euro en récession. Dans un tel cas de figure, l'euro pourrait encore perdre probablement encore 10 % environ, prévient Société Générale Cross Asset. Il tomberait alors nettement sous la parité.

" Une récession en Europe provoquée par une crise du gaz risque d'être plus profonde et plus longue qu'aux Etats-Unis car elle ne peut pas ' simplement ' être réglée par un ajustement de la politique monétaire ", souligne Commerzbank.

Le TTF néerlandais, référence du marché du gaz naturel européen, était retombé ce matin à 153 euros le mégawattheure (MWh) après être monté jusqu'à 176 euros, mardi. Si le TTF avait reculé en raison de la fin du mouvement de grève en Suède dans le secteur du gaz et du pétrole, il a désormais repris sa marche en avant pour atteindre 167 euros.

La faiblesse de l'euro n'est pas seulement due à la forte hausse des cours du gaz.

" Le pouvoir de soutien à l'euro des hausses de taux est érodé par le fait que l'on ne fait pas confiance au marché obligataire pour se débrouiller seul, et la crédibilité de la BCE est entachée par une réaction excessive à une flambée des rendements et des spreads qui n'était rien d'autre qu'une réponse normale à la hausse des rendements américains et à l'élargissement des spreads de crédit au niveau mondial ", explique Société Générale Cross Asset.

* Les commandes à l'industrie en Allemagne ont progressé de 0,1% en mai sur un mois. Les économistes tablaient sur un repli de 0,6% après -1,8% en avril (révisé de -2,7%).
* En mai 2022, le volume des ventes du commerce de détail corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,2% dans la zone euro et est resté inchangé dans l’Union européenne, par rapport à avril 2022, selon les estimations d’Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Le consensus Reuters s'élevait à +0,4% pour la zone euro. En avril 2022, le volume du commerce de détail avait diminué de 1,4% dans la zone euro et de 1,3% dans l’UE.

**SOCIETES**

* La poursuite du repli des taux a pénalisé les valeurs bancaires, mais soutenu les valeurs de croissance, sociétés technologiques et de luxe : Soitec, STMicroelectronics, Hermès, Dassault Systèmes, LVMH… Mais le grand vainqueur du jour est EDF,  qui a bondi de plus de 14% car l'électricien sera nationalisé.
* En repli ce matin, l'action EDF a finalement clôturé en tant que plus hausse de l'indice SBF 120 (+14,53 % à 8,98 euros). Le titre de l'électricien est galvanisé par les déclarations de la Première ministre Elisabeth Borne. A l'occasion de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, elle a indiqué que l'Etat français entendait détenir 100% du capital d'EDF. Il détient à l'heure actuelle un peu moins de 84% de son capital, qu'il avait ouvert en novembre 2005.

Cette annonce est une surprise, même si le gouvernement n'a en réalité pas d'autres choix compte tenu de la nouvelle assemblée générale où le parti au pouvoir ne dispose plus que d'une majorité relative.

Partant du principe qu'il faut sauver EDF pour assurer l'indépendance énergétique du pays, Emmanuel Macron souhaitait une nationalisation totale de l'activité nucléaire (EDF Bleu), et l'ouverture d'EDF Vert (Enedis, énergies renouvelables, commercialisation) aux investisseurs privés. Le fameux projet Hercule.

Mais ce schéma, ou un autre s'en approchant, demande le feu vert du Parlement. Or, certains partis comme la Nupes se seraient sans doute opposés à ce projet qui équivaut selon certains à " une privatisation des profits et une nationalisation des pertes ".

A l'inverse en nationalisant l'intégralité d'EDF, le gouvernement devrait obtenir la majorité du Parlement.

L'enjeu est de taille tant EDF est en fâcheuse posture. Le groupe plie sous le poids d'une dette colossale de 43 milliards d'euros et ses centrales nucléaires demandent des investissements massifs.

Pour ne rien arranger, Bruxelles oblige EDF à vendre à prix réduit une partie de son énergie nucléaire à ses concurrents. Et pour épargner le pouvoir d'achat des ménages, l'Etat a interdit au groupe de relever ses prix malgré l'inflation. Bref, la situation est grave.

Une fois intégralement dans le giron de l'Etat, EDF pourrait sans doute bénéficier de conditions financières plus attractives et bien sûr des capitaux nécessaires à ses investissements dans les nouveaux EPR promis par Emmanuel Macron.

De son côté, l'Etat pourrait pour décider de nouvelles mesures destinées à contenir la flambée des prix.

La question est maintenant de savoir sous quelle forme se réalisera cette nationalisation.

Le gouvernement pourrait opter une offre publique simplifiée à destination des minoritaires, soit par un projet de loi de nationalisation.

Une chose est sûre, le rachat des minoritaires ne se fera pas au prix d'entrée d'EDF en Bourse en 2005... 35 euros.

* Les spécialistes des infrastructures électriques Schneider Electric et Legrand ainsi que leur distributeur Rexel ont annoncé avoir reçu le 4 juillet une notification de griefs émanant de l'Autorité de la Concurrence. Celle-ci porte sur un "mécanisme de pratiques de prix imposés aux distributeurs de prix matériel électrique. C'est une pratique qui a duré plus de dix ans", a fait savoir Stanislas Martin, rapporteur général de l'Autorité de la Concurrence. Cette notification intervient après la publication d'un article de Mediapart et d'un signalement par l'association Anticor.

Les trois groupes visés ont chacun réagi à cette affaire dans laquelle les premières investigations menées par l'Agence anti-corruption (AFA) datent de 2017.

Schneider Electric "conteste fermement les allégations de la notification des griefs" et "soumettra sa réponse à l'Autorité de la concurrence en temps utile", a indiqué le groupe dans un communiqué.

De son côté, Legrand "confirme son attachement au strict respect de la législation en vigueur" et "entend exercer pleinement ses droits dans le cadre de la procédure contradictoire qui s'ouvre", a affirmé le fabricant de matériel électrique dans un communiqué distinct.

Pour sa part, Rexel a précisé que "la notification de griefs visait spécifiquement le mécanisme des dérogations, qui est une réduction de prix visant à offrir aux clients l'offre la plus compétitive".

Selon le distributeur, le mécanisme des dérogations, "transparent et connu de tous les acteurs du marché, est une pratique habituelle dans le monde de la distribution professionnelle de matériel électrique".

Face à ces accusations, Rexel a assuré veiller "en permanence à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur".

A l'instar de Schneider Electric et de Legrand, Rexel compte faire "valoir sa position et ses droits dans le cadre de cette procédure".

"Cette notification des griefs constitue la première étape d'une procédure contradictoire et ne préjuge en rien de la décision finale qui sera prononcée de manière indépendante par le Collège de l'Autorité de la concurrence", a ajouté Schneider Electric dans son communiqué.

* JCDecaux (+1,08 % à 15,04 euros), le spécialiste de la communication extérieure, a noué une alliance stratégique, incluant une prise de participation majoritaire, avec Displayce, DSP (Demand Side Platform) spécialisée dans l'achat et l'optimisation des campagnes digitales en communication extérieure (DOOH).

Cette start up française créée en 2014 est présentée comme la première plateforme programmatique française en matière de technologie, de savoir-faire et de nombre d'écrans digitaux référencés à travers le monde, soit plus de 600 000 dans plus de 50 pays.

Displayce est aujourd'hui connectée aux principales SSP (Supply Side Platforms ) DOOH du marché et propose un achat média avec un ciblage avancé et des solutions de mesure d'efficacité grâce à sa DMP (Data Management Platform) conçue spécifiquement pour l'optimisation des campagnes digitales en communication extérieure.

L'alliance avec JCDecaux a pour ambition d'accélérer fortement le développement de Displayce afin qu'elle devienne la plateforme d'achat de référence dans l'univers de la communication extérieure, tout en demeurant ouverte aux plus grandes SSP et en maintenant pour les annonceurs et leurs agences un accès complet et direct à l'ensemble des médias du DOOH.

Cette alliance permettra également de soutenir l'expansion internationale de Displayce, par la mise en place d'un plan d'accélération commerciale lancé dès aujourd'hui. Au-delà des marchés français, belges, suisses et espagnols, l'objectif de Displayce est de se développer sur d'autres géographies en commençant par plusieurs pays d'Europe dès 2022.

En s'associant à Displayce, JCDecaux renforcera significativement son approche commerciale afin d'offrir à ses clients nationaux mais également locaux une solution programmatique complète, de la DSP à la SSP, et un accès simple et efficace aux nouvelles méthodes d'achat et de planning intelligent.

* Le constructeur automobile américain a vendu environ 78.000 véhicules produits en Chine sur le mois de juin, soit une hausse de 142% par rapport à mai, selon les données préliminaires publiées ce jour par la China Passenger Car Association (CPCA), la fédération du secteur. Malgré une baisse des livraisons au deuxième trimestre par rapport au premier, qui a chahuté le titre en Bourse hier, le groupe américain reste sur un mois de juin record au niveau de la production.
* DBT a bondi de 9,41% à 0,0221 euro. Le groupe, basé à Brebières (Pas-de-Calais), a dévoilé un chiffre d'affaires semestriel en forte hausse. La société dont la capitalisation atteint cinq millions d'euros, a plus que doubler ses ventes au premier semestre 2022 à 4,5 millions d'euros. Elles dépassent déjà celles de la totalité de l'exercice 2021.

L'activité a été tirée par la performance "remarquable" du pôle Bornes de recharge (DBT CEV à +312%). Depuis le début de l'année, DBT a enregistré une prise de commandes de 7,4 millions (+335%) , dont un "excellent" mois de juin à 1,8 million.

L'activité commerciale continue de croître fortement, bénéficiant de la confiance retrouvée par les acteurs du secteur de l'e-mobility mais aussi d'un attrait croissant de nouveaux clients pour les bornes de recharge rapide.

En parallèle, DBT anticipe le début des facturations pour sa nouvelle filiale R3, avec la mise en exploitation des 45 sites avant la fin de l'année. Pour rappel, R3 exploite des stations de recharge ultra rapide, le résultat de l'activité R3 sera consolidé dès l'exercice 2022.

Pour 2022 le groupe confirme sa capacité à tenir un rythme de croissance de ses activités comparable à celui enregistré au premier semestre.

**ANALYSES**

* Que se passerait-il si les Occidentaux étaient amenés à sanctionner la Chine après l'invasion de Taïwan, comme ils l'ont fait avec la Russie à la suite de son agression de l'Ukraine ? Beaucoup d'Occidentaux se posent désormais la question. Celle-ci est aujourd'hui théorique mais « la possibilité de perturbations majeures des relations économiques avec la Chine ne peut plus être écartée », selon Sébastien Jean, professeur d'économie aux Arts et Métiers et auteur d'une note sur le sujet pour le Conseil d'analyse économique (CAE), présentée mercredi.

Car les tensions montent avec le pays dirigé d'une main de fer par Xi Jinping. Or, la dépendance de l'économie européenne à la Chine est bien plus forte qu'avec la Russie.

« Le dialogue est difficile et les relations économiques ne sont pas satisfaisantes du point de vue européen », estime Sébastien Jean. La Chine a mis en place des sanctions économiques en réponse à l’ouverture par la Lituanie d'un bureau de représentation de Taïwan, elle soutient tacitement la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine, et c'est un dialogue de sourds en ce qui concerne les droits de l'homme, les transferts forcés de technologies et les subventions industrielles.

« Les Occidentaux paient la politique de Trump. Celle-ci a accéléré le virage de la Chine. Aujourd'hui, le pays fait tout pour limiter sa dépendance et ses vulnérabilités vis-à-vis de l'Occident », poursuit l'économiste. Dans les domaines technologiques critiques, la Chine veut développer la production domestique, ce qui se traduit pour les entreprises étrangères par des « obstacles à l'accès au marché chinois ». « Les pressions sur les entreprises européennes sont fortes pour qu'elles localisent leur production en Chine et qu'elles utilisent des fournisseurs chinois », souligne Sébastien Jean. Quant aux investissements chinois en Europe, « ils sont opaques et sont donc difficiles à suivre ». Enfin, les subventions publiques chinoises à ses producteurs sont « massives » dans certains secteurs, comme l'aluminium et l'aéronautique.

Depuis l'automne dernier, les importations européennes en provenance de Chine sont passées de 25 milliards d'euros par mois à plus de 40 milliards. Celles de véhicules électriques sont notamment en forte hausse. Et le commerce bilatéral est de plus en plus déséquilibré en défaveur des Européens.

Sébastien Jean plaide pour trouver des compromis avec la Chine. Pour lui, arrêter toute relation économique « n'est pas la solution. Le coût économique serait très lourd et l'Union européenne se priverait d'un socle pour négocier des coopérations sur le réchauffement climatique ou la santé ».

Le problème, c'est que les intérêts des Européens varient beaucoup selon les pays, tout comme leur dépendance vis-à-vis de la Chine. L'Allemagne exporte plus de 100 milliards d'euros de biens chaque année vers la Chine et environ 3 % de la valeur ajoutée de l'industrie allemande provient de ce pays. D'autres comme l'Espagne sont beaucoup moins liés. La semaine dernière, Herbert Diess, le patron de Volkswagen, s'est dit « préoccupé par l'attitude générale du gouvernement allemand envers la Chine ». Il a plaidé pour « davantage de dialogue » avec Pékin prévenant de possibles « impacts économiques » en matière de « croissance, de bien-être et d'emploi » en Allemagne en cas de rupture avec Pékin. Il faut dire que le fabricant automobile a réalisé en Chine 40 % de ses ventes d'automobile sur les trois premiers mois de 2022.

D'ailleurs, les investisseurs européens dans l'empire du milieu, principalement portés par les grandes multinationales allemandes, ont atteint des niveaux records en 2021, selon le CAE. Il ne sera pas simple d'arriver à une position européenne commune.

**L’AGENDA DU 7 juillet 2022**

**8h00 en Allemagne**
Production industrielle en mai

**14h15 aux Etats-Unis**
Enquête ADP sur l'emploi privé en juin

**14h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions hebdomadaires au chômage
Balance commerciale en mai